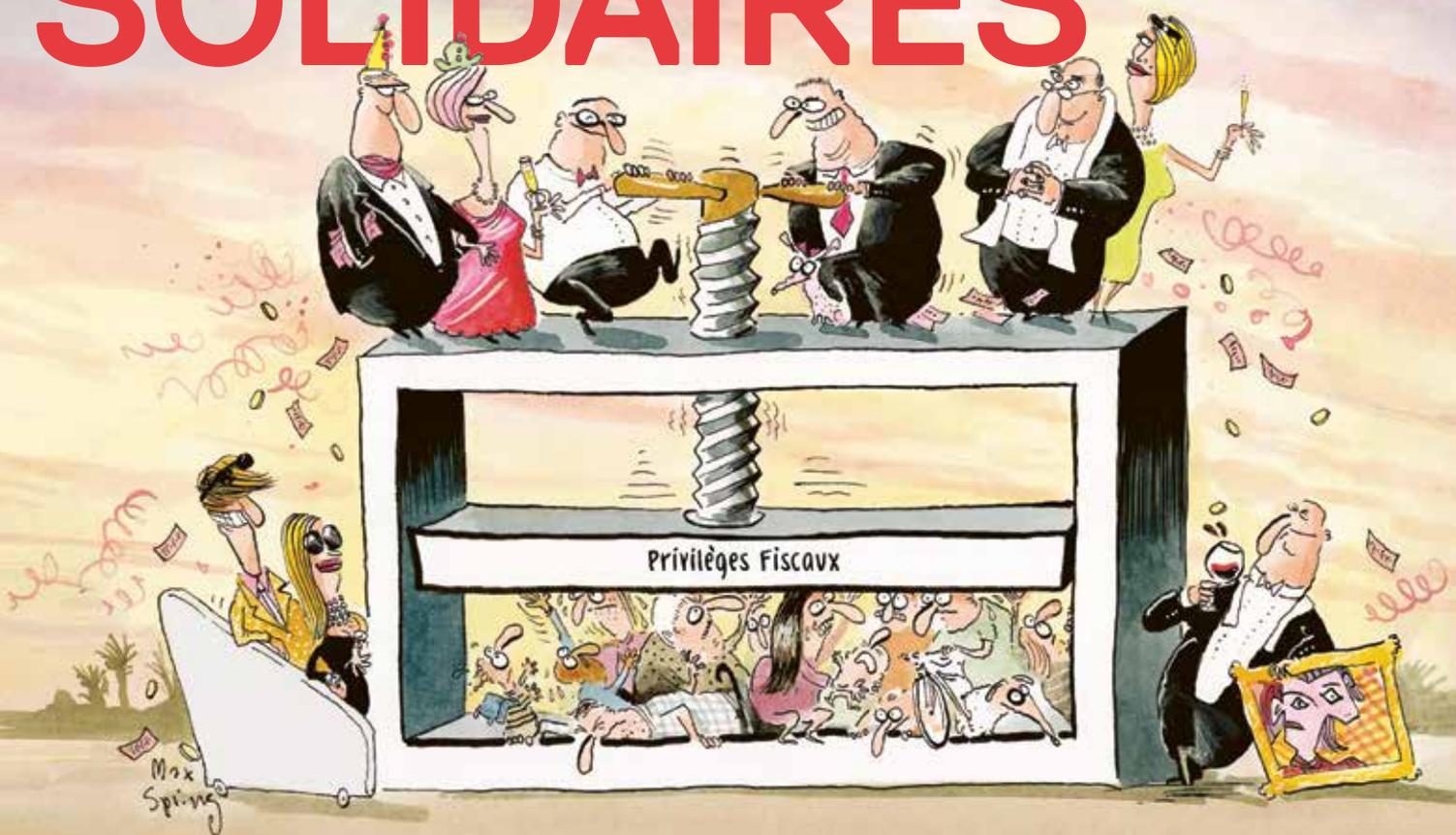


SOLIDAIRES



L'ABOLITION DU DROIT DE TIMBRE N'EST QU'UN PAN D'UNE STRATÉGIE BIEN HUILÉE. Cette stratégie, c'est celle du Département fédéral des finances, qui prévoit qu'à l'avenir, les impôts soient principalement prélevés sur le travail et les rentes. Le capital ne devrait plus rien apporter à la communauté, dont il profite pourtant. Nous devons mettre fin à cette tendance dangereuse. C'est pour cette raison qu'il est essentiel de dire non à l'abolition du droit de timbre!

Qui paiera ? Nous !

À la fin de l'année 2020, le Département fédéral des finances a discrètement adopté un rapport sur la «place fiscale suisse». Qui en est à l'origine? Un groupe d'expert-es de la Confédération, des cantons, de l'économie et du monde universitaire. Une des premières phrases de ce rapport annonce la couleur: «l'imposition porte principalement sur le revenu et la consommation.» Voici en clair le plan scandaleux qu'Economiesuisse et compagnie ont dic-

té au ministre des Finances Ueli Maurer. Cela signifie donc que le capital ne participerait plus au financement des infrastructures et de l'État. Seules les personnes qui vivent de leur travail ou de leur retraite en seront chargées. L'acceptation d'une telle stratégie anti-sociale est inimaginable pour nous. Mais ce plan n'est pas nouveau. C'est exactement ce qui a été fait sans relâche depuis 25 ans: alors que le capital est soulagé de son imposition, le travail et la consommation sont, eux, accablés.

Un bref coup d'œil dans le rétroviseur nous rappelle quelles sont les bases de la réussite du modèle économique suisse: dans la Suisse de l'après-guerre, les gains de productivité, sous la forme de salaires plus élevés et d'une réduction du temps de travail, ont profité aux travailleurs et aux travailleuses. Les propriétaires se sont contentés d'un rendement plus modeste afin de renforcer le

puvoir d'achat de l'ensemble de la population. Cette politique des hauts salaires était soutenue par une forte protection économique aux frontières. Le capital était fortement taxé, le revenu et la consommation faiblement. Cette politique économique sociale, axée sur la demande, a changé brusquement et fondamentalement après l'effondrement du bloc de l'Est. La politique économique axée sur la demande est devenue une politique axée sur l'offre. Dès lors, le capital a été privilégié dans notre système fiscal.

Les profits aux propriétaires, les coûts pour l'État

On s'en souvient: les réformes fiscales se sont suivies et se sont ressemblées. En 1998, la première réforme de l'imposition des entreprises (RIE I) a réduit massivement les taux d'imposition des bénéficiaires, a supprimé l'impôt sur le capital (impôt sur les fonds propres des entreprises) et



Samuel Bendahan, conseiller national (VD) et vice-président du PS Suisse

a introduit des privilèges fiscaux pour les holdings. La deuxième réforme de l'imposition des entreprises (RIE II) a ensuite apporté avec elle une imposition privilégiée pour les dividendes et la possibilité de distribuer en franchise d'impôt des réserves d'apport en capital. La RIE III prévoyait par sa part certes l'abolition des privilèges, mais aussi sa compensation par la création de nouvelles possibilités d'évasion fiscale reconnues au niveau international. En parallèle, l'imposition à la source et le droit de timbre doivent désormais être supprimés. À elles seules, les mesures acceptées par le passé et celles qui sont prévues atteindraient la somme exorbitante de 10 milliards de francs en moins dans les caisses de l'État chaque année. Elles ne sont rien d'autre que des bénéfices supplémen-

taires pour le capital, sans qu'elles n'apportent un seul centime à la population.

En contrepartie, la TVA a été augmentée à plusieurs reprises et les taxes sur le tabac et les huiles minérales ont elles aussi été revues à la hausse. Dans les cantons, les taxes ont massivement augmenté et les réductions d'impôts sur le revenu du travail ne sont presque plus possibles. Ces décisions ont pour effet que le travail et la consommation sont grevés de milliards de francs supplémentaires, et, cela chaque année.

Le droit de timbre – le plus ancien impôt fédéral – montre particulièrement bien quel est le plan scandaleux d'Economiesuisse et du Département fédéral des finances: introduit en 1921, le droit de timbre a été durci sept fois en 72 ans. Depuis 1993, c'est-à-dire

au cours des 28 dernières années, il a été démantelé treize fois, tranche par tranche. La prochaine étape est maintenant à l'ordre du jour: l'abolition du droit de timbre de 1% sur les transactions en actions. Cela nous coûtera encore 250 millions de francs par an.

Aujourd'hui, notre système fiscal taxe essentiellement les transactions. La taxe est prélevée chaque fois que quelque chose change de mains. Mais alors que nous payons 7,7% de TVA sur l'achat d'un pull, d'une chaise, d'un réfrigérateur ou même d'un croissant, les transactions sur les fonds propres ne devraient plus être taxées?

Ça suffit!

Le PS ne laissera pas celles et ceux qui travaillent tous les jours assumer seul-es cette charge. Ce serait

une catastrophe pour l'économie au niveau national. Après tout, 60% de notre production économique provient de la consommation privée des ménages. Cela signifie que plus les gens ont de l'argent dans leur porte-monnaie, plus notre économie se porte bien.

En outre, le capital doit contribuer à l'accomplissement des missions de l'État dont il bénéficie au quotidien, telles qu'une main-d'œuvre bien formée, dont la formation est financée par les impôts, une infrastructure de pointe et un excellent système de santé.

Pour empêcher le Département fédéral des finances et Economiesuisse de mettre en œuvre leur plan irresponsable, soutenez notre campagne contre l'abolition du droit de timbre!

La responsabilité environnementale est essentielle

Nous connaissons depuis longtemps les effets de la crise climatique et de la catastrophe qui s'annonce. Les revendications de la jeunesse, des grands-parents pour le climat et d'autres mouvements ont atteint l'arène politique. Mais la mise en œuvre des revendications est bien trop lente. C'est pourquoi, dans la politique, l'économie et la société, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que nos enfants grandissent aussi dans un monde où ils et elles pourront vivre dignement, entouré-es d'un environnement préservé. Nous portons cette responsabilité. Nous n'avons pas de planète B!

La responsabilité est synonyme de changement

En août 2021, les Jeunes Vert-es ont lancé une initiative populaire fédérale intitulée « Initiative pour la responsabilité environnementale ». Le PS soutient évidemment cette initiative. Son objectif est de réduire la pollution de l'environ-



Ursula Schneider Schüttel, conseillère nationale (FR)

nement dans un délai de dix ans afin que la Suisse respecte les limites de pollution planétaire de manière socialement acceptable. La protection de l'environnement doit être une priorité! La Suisse doit produire et importer des marchandises de manière à préserver à long terme les bases de la vie. Dans six domaines, notre pays devrait respecter les limites imposées par notre planète et agir en harmonie avec elles: le changement climatique, l'extinction des espèces, la consommation d'eau, l'utilisation des sols, la pollution atmosphérique et l'apport d'azote et de phosphore dans le sol. Les

capacités de la nature à supporter ce que nous lui faisons subir deviendraient ainsi le cadre définissant les critères pour l'économie et la société. En ce sens, il s'agit d'une initiative portant sur la suffisance. L'objectif est que la population suisse ne consomme que la quantité de ressources qui est renouvelable. Il est en effet impératif de mettre fin à la surcharge de la Terre avant qu'il ne soit trop tard.

La peur des jeunes pour leur avenir

De cette manière, l'initiative fait directement appel à la responsabilité que nous, les humain-es, portons et devons porter à l'égard de l'environnement. Ces dernières années, les étés chauds, les inondations, les risques naturels, les réserves d'eau menacées et les derniers rapports sur l'extinction

des espèces nous ont fait réfléchir et doivent continuer à le faire. Dans quelle direction voulons-nous amener l'humanité? Pouvons-nous simplement attendre et observer ce qui se déroule sous nos yeux? Les événements naturels que nous avons vécus nous font directement prendre conscience des conséquences de l'inaction. Nous mettons en danger nos propres moyens de subsistance et il est grand temps de renverser la vapeur.

L'initiative fait parler de ces sujets primordiaux, elle sensibilise la population au changement climatique et à ses conséquences immédiates. Nous ne pourrions pas fermer les yeux face au changement climatique. C'est la manière de le combattre qui doit maintenant nous occuper, et plus les débats stériles sur l'existence ou non du changement climatique!

Vous pouvez signer l'initiative ici:

pssuisse.ch/responsabilite-environnementale



Garantir la pluralité du paysage

Le déclin de la diversité des médias est l'une des causes de la crise de la démocratie américaine. Aux États-Unis, il n'existe pratiquement plus de journaux régionaux ou de portails en ligne, et le journalisme local ne subsiste pratiquement plus. Ainsi, la population n'est plus informée sur l'actualité locale. Ce vide informationnel est exploité par les populistes et les propagandistes

qui diffusent leurs mensonges et leurs théories du complot sur des chaînes comme Fox News et dans les « bulles filtrantes » des réseaux sociaux, qui ne font que renforcer nos opinions pré-établies. Le fait qu'un anti-démocrate comme Donald Trump soit devenu président en 2016 peut aussi en partie s'expliquer par ces phénomènes. Sans diversité des médias dans toutes les régions d'un pays, le quatrième pouvoir ne peut remplir sa mission. Pourtant, c'est essentiel pour la survie de la démocratie.

Afin d'éviter que le cauchemar américain ne se reproduise chez nous et ne nuise à notre démocratie, nous devons veiller à la diversité des médias. Ceci est d'autant plus vrai pour un pays quadrilingue, fédéraliste et avec une démocratie directe comme la Suisse. C'est pourquoi le PS a œuvré avec beaucoup d'engagement pour un ensemble durable de mesures en faveur des médias. Il a fallu d'in-

nombrables réunions de commissions, un renvoi du projet de loi en commission par le Conseil national, trois débats sur les divergences entre les conseils et une conférence de conciliation avant que nous n'atteignons notre objectif après de nombreuses négociations et compromis. Désormais, il s'agit de faire adopter le paquet élaboré par notre conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, qui sera soumis en votation.

Les recettes publicitaires ont diminué de moitié

Ce paquet est important car la diversité des médias et le journalisme souffrent également dans notre pays. Les rédactions sont réduites au strict nécessaire, les journaux s'amincissent et doivent de plus en plus lutter pour leur survie. La principale raison est la perte des recettes publicitaires, qui permettraient de financer le journalisme. En une dizaine d'an-

nées, les recettes publicitaires des médias suisses ont plus que diminué de moitié!

Ce déclin n'est pas dû au fait qu'il y a moins de publicité aujourd'hui. Au contraire: l'argent de la publicité coule à flots en Californie. Il est cependant toujours davantage capté par les géants de la technologie comme Google et Facebook. En revanche, la part du gâteau pour les éditrices et éditeurs suisses est de plus en plus petite. La dangereuse conséquence de ce changement structurel est la concentration des médias en termes de contenu, mais aussi de propriété. L'uniformité des contenus est tout aussi nuisible à notre démocratie que la domination de quelques groupes de médias. Malheureusement, ces deux phénomènes progressent également en Suisse. Bien sûr, de nouveaux projets en ligne encourageants apparaissent dans des niches – surtout en Suisse alé-



Valérie Piller Carrard, conseillère nationale (FR), membre de la Commission des transports et des télécommunications du Conseil national, chargée notamment de la politique des médias

La pluralité médiatique est sous pression, notamment à l'échelon régional. Un soutien est nécessaire pour que les personnes puissent continuer à l'avenir de profiter d'informations locales de qualité.

e médiatique !

nique. Cependant, la tendance générale est négative.

Un coup de pouce pour les populistes de droite

Dans de nombreux pays, les populistes de droite tentent de profiter de cette crise internationale des médias en rachetant des médias ou leurs créancières et créanciers qu'ils utilisent ensuite comme outils de propagande. En Suisse, ces milieux populistes de droite sont également à l'origine du référendum contre le paquet média. La prochaine étape prévue est une initiative populaire qui réduirait de moitié le financement de la RTS afin d'affaiblir davantage le service public, pourtant essentiel dans un pays comme le nôtre. Le banquier UDC et conseiller national Thomas Matter l'a annoncé il y a plusieurs mois. Ainsi, la populiste Weltwoche, l'empire médiatique de journaux gratuits de Christoph Blocher et la domi-

nation d'un journal tel que le 20 Minutes pourraient n'être qu'un avant-goût si nous ne controns pas cette dynamique dès maintenant.

Renforcer les médias en ligne et les radios locales

C'est pour toutes ces raisons que le PS doit soutenir pleinement le paquet médias de Simonetta Sommaruga – et faire campagne pour un vote positif le 13 février. Ainsi, en tant que communauté, nous apporterons un peu plus de soutien financier aux journaux et magazines restants et nous encouragerons les médias en ligne tournés vers l'avenir. Par ailleurs, nous renforcerons la base financière des radios privées régionales et nous soutiendrons l'ensemble du système médiatique par la formation, le travail des agences et le financement de projets dans le secteur des technologies de l'information. Ce paquet médias est

nécessaire et urgent si nous voulons éviter que le quatrième pouvoir de l'État ne soit entraîné vers le bas et/ou ne tombe entre les mains des populistes de droite. C'est une nécessité urgente pour que la population continue à dis-

poser de journaux, de radios, de chaînes de télévision et de portails en ligne indépendants qui rendent compte de leur région, de leur communauté, de leur ville – en allemand, en français, en italien et même en romanche !

Informations de première main

En leur proposant le magazine « Solidaires », le PS Suisse donne à ses donatrices et donateurs des informations de première main sur les développements politiques actuels. Les élu-es socialistes du Conseil national et du Conseil des États rédigent des articles concernant leurs domaines de prédilection respectifs pour informer au sujet de notre travail politique. C'est grâce à votre soutien que notre engagement pour les valeurs socialistes peut continuer et se renforcer.

Si vous souhaitez recevoir « Solidaires » régulièrement, sans engagement, veuillez nous faire parvenir votre adresse postale à solidaires@pssuisse.ch.

Avec nos sincères remerciements, le PS Suisse

IMPRESSUM SOLIDAIRES – Le magazine des donatrices et donateurs du PS Suisse paraît quatre fois par année en allemand et en français. L'abonnement annuel pour donatrices et donateurs est inclus dans le montant du don à partir de 5 francs. Dons: compte postal 30-520786-8, PS Suisse, 3011 Berne. Publication: PS Suisse, Theaterplatz 4, 3011 Berne, tél. 031 329 69 69, solidaires@pssuisse.ch. Rédaction: Pia Wildberger, Colin Vollmer, Clément Borgeaud, Yann Alcalá. Conception: Atelier Bläuer, Berne. Tirage: 31 000 en allemand, 9 000 en français; total 40 000. Imprimé sur du papier 100 % recyclé.



CULTURE

Quand l'imaginaire est le miroir de notre monde

LA SCIENCE-FICTION ET PLUS LARGEMENT LA LITTÉRATURE DE L'IMAGINAIRE ONT LONGTEMPS ÉTÉ À L'AVANT-GARDE DES SUJETS POLITIQUES, PHILOSOPHIQUES OU SOCIÉTAUX QUI OCCUPAIENT LE

MONDE. Ces dernières années, ce courant littéraire aux multiples facettes effectue un retour remarqué sur le devant de la scène, entre rééditions d'ouvrages oubliés et nouveautés engagées. Loin du prévisible Star Wars et face aux incertitudes de l'humanité, exacerbées par la pandémie de coronavirus, les mondes parallèles offrent-ils une fenêtre sur d'autres possibles ou sont-ils le reflet du nôtre? Colin Vollmer, porte-parole adjoint du PS Suisse

C'était en 1975: l'auteur américain Ernest Callenbach publiait *Ecotopia*. Reportages et notes personnelles de William Weston. Ce roman raconte la découverte, dans les années 2000, d'un pays formé par la Californie, l'Oregon et Washington à la suite de leur sécession du reste des États-Unis, par volonté de la côte Ouest de vivre en harmonie avec l'environnement. William Weston, journaliste fictif, y raconte dans un journal déroutant comment ce pays a développé les transports publics, l'agriculture écoresponsable ou encore la diminution drastique des déchets, et comment ces changements radicaux ont changé fondamentalement la vie des habitant-es. En bref, une utopie avant-gardiste et drôle, dont la réédition en français permet de constater l'impressionnante résonance avec l'actualité.



Les mondes parallèles ou imaginaires permettent de projeter les questionnements politiques et philosophiques de notre société sans contrainte de réalisme.

Des vérités que le monde ne veut pas voir

La science-fiction et la littérature de l'imaginaire mettent le monde face à des vérités qu'il ne veut pas voir. Ainsi, Ursula K. Le Guin, probablement l'une des plus grandes autrices de littérature fantastique, a toujours considéré ses romans féministes comme des manières de participer au brouillage des frontières de genre ou d'orientation sexuelle. Ses héroïnes sont souvent lesbiennes, correspondant pour le milieu des années 1980 à ce qu'elle nomme des « utopies réalistes ». L'apport politique de cette « généralisation » des héroïnes, de surcroît lesbiennes, dans un univers très masculin est indéniable.

Alors que ces romans se déroulent dans des mondes chevaleresques, la *Servante écarlate*, de

Margaret Atwood, relate un monde dans lequel les femmes sont réparties dans des rôles très stricts, en fonction de leur capacité à reproduire l'espèce humaine. Cette volonté d'un régime totalitaire d'asservir les femmes est due, dans l'ouvrage, à la diminution de la natalité en raison de la pollution. La science-fiction permet à l'autrice de raconter ce qui est oublié: les premières victimes des guerres, du dérèglement climatique, des dérives totalitaires sont les femmes et les minorités en général.

Les robots peuvent-ils aimer ?

Dans la bande dessinée, les grands questionnements qui parcourent notre monde trouvent aussi leur place. L'album *Carbone et Sili-*

cium a récemment été présenté par la critique comme un chef d'œuvre, autour d'un sujet passionnant: les robots peuvent-ils aimer et ressentir de l'affection? La longue préface, signée du maître français de la science-fiction Alain Damasio (*Les Furtifs*, *La Horde du Contrevent*) permet elle aussi d'aborder ce sujet et celui du délitement du monde de la manière la plus littéraire qui soit. La réunion des questionnements sur la robotisation du monde et ceux sur les sentiments et les émotions font de cet album une pépite, à la fois au niveau de son dessin fin et vif, mais aussi de son foisonnement philosophique et politique.

Enfin, la Suisse n'est pas en reste dans ces domaines. En té-

moigne le premier roman de l'autrice alémanique Julia Von Lucadou, *Sauter des gratte-ciels*, qui raconte les dérives d'une société futuriste mais proche où la performance et la notation règnent en maître. Au sein de cette société (est-elle la nôtre dans quelques années?), les super stars ne sont autres que celles et ceux dont la pratique consiste à plonger du haut des gratte-ciels. Mais la machine déraile lorsqu'une des plus célèbres sauteuses refuse de continuer et débranche ses appareils de mesure. La pratique, devenue économiquement très rentable, survivra-t-elle à cet embryon de résistance? Ce roman a reçu en 2019, à l'occasion de sa sortie en allemand, le Prix suisse de littérature.

Bien loin donc du cliché qui voudrait que la science-fiction se contente de narrer des batailles spatiales épiques, force est de constater que ce courant littéraire participe lui aussi à la noble mission de la littérature en général, celle de nous accompagner et nous éclairer dans nos grands questionnements humains. Privilegier des mondes parallèles pour le faire, c'est peut-être finalement l'assurance de pouvoir être vraiment honnête dans la description des errances de nos sociétés.

Ouvrages cités dans l'article

- *Ecotopia. Reportages et notes personnelles de William Weston*, d'Ernest Callenbach, réédité en 2021 chez Folio;
- *Le Cycle de Terremer* (série de 6 romans), d'Ursula K. Le Guin, réédité en 2008 chez Le livre de poche;
- *La servante écarlate*, de Margaret Atwood, paru en 2019 chez Robert Laffont;
- *Carbone et Silicium*, de Mathieu Bablet, paru en 2020 chez Ankama Éditions;
- *Sauter des gratte-ciels*, de Julia Von Lucadou, paru en 2020 chez Actes Sud.

TRANSMETTRE SES VALEURS



Guide pour les héritages et les legs

Avec un exemple de mandat pour cause d'inaptitude et des informations relatives aux directives anticipées



Commandez le nouveau
guide du testament
« transmettre ses valeurs »
par téléphone : 031 329 69 87
ou par courriel : regula.schweizer@pssuisse.ch
Plus d'infos : www.pssuisse.ch/legs